

Partie I : les discours et les pratiques afférent à la sécurité humaine

« Myths of Canada's Human Security Pursuits: Tales of Tool Boxes, Toy Chests and Tickle Trunks »

Ann Denholm Crosby (York University)

La thèse présentée dans cet article fait valoir le fait que le programme du gouvernement canadien en matière de sécurité humaine contredit directement la primauté des intérêts économiques du gouvernement, dans la mesure où la recherche de conditions qui iraient à l'encontre des processus de « privation économique » et qui favoriseraient la capacité des gens à « prendre en main leur propre destin » (les deux éléments sont des piliers du programme en matière de sécurité humaine) ne cadre pas avec la poursuite des initiatives commerciales et des projets d'investissement visant à promouvoir la prospérité des Canadiens. Cette contradiction découle du fait que l'économie mondiale telle qu'elle existe à l'heure actuelle prospère grâce à une dose relative de « privation » et inscrit nécessairement le destin des gens au sein de ce système. Cet article porte sur la façon de gérer une telle contradiction et la thèse qui y est présentée suggère que même si le programme d'action en matière de sécurité humaine laisse transparaître un changement d'approche dans le programme d'action de la politique étrangère du ministère des Affaires étrangères, il n'apporte aucun grand changement en termes de contenu et il sert plutôt de « cadre de conditionnement » pour le maintien du statu quo.

Bien que ce processus de conditionnement ait un côté idéologique, son cadre principal repose sur les débats qui animent actuellement les politiciens et les bureaucrates du ministère des Affaires étrangères (MAECI) et du ministère de la Défense nationale (MDN), ainsi qu'un groupe varié d'observateurs et d'universitaires, débats qui portent sur le rôle des pratiques de sécurité axées sur l'être humain plutôt que sur l'État. Ces débats concernent essentiellement les moyens plutôt que les objectifs à atteindre et peuvent se résumer par la question suivante : l'État canadien, dans sa quête de la prospérité et de l'emploi, devrait-il s'attaquer aux questions de sécurité et autres questions connexes à l'aide des instruments qui se trouvent dans la boîte à outils du MAECI, à savoir les ressources des puissances douces, ou bien à l'aide de ce que contient le coffre à jouets du MDN, à savoir les technologies militaires? Quelle que soit la réponse, le débat porte implicitement sur la façon de traiter, d'un côté, les maux que nous produisons, de l'autre côté, et sert à cacher ce qui se passe en réalité. Dans un tel contexte, les partisans de la puissance douce et ceux de la puissance dure sont tous passés maîtres et devenus des athlètes dans l'art de la prestidigitiation (des tours de passe-passe), dans la mesure où ils puisent tous dans la malle de l'illusionniste remplie de déguisements dont ils se servent pour donner à leurs discours et à leurs pratiques en matière de sécurité humaine des apparences d'humanitarisme.